

28.11.2016 - 14:24 Uhr

## Le Conseil des Etats doit aujourd'hui soutenir un développement de l'accueil extra-familial financièrement supportable pour les parents

Bern (ots) -

Les coûts que les parents paient pour l'accueil extra-familial pour enfants sont exorbitants en Suisse. Il manque en outre un accueil extra-familial fiable pour les parents qui ont des horaires de travail irréguliers. C'est pourquoi, Travail.Suisse demande au Conseil des Etats d'entrer en matière aujourd'hui sur les améliorations proposées par le Conseil fédéral au sujet de la loi fédérale sur les aides financières à l'accueil extra-familial pour enfants. Le projet favorise une offre d'accueil davantage supportable financièrement pour les parents et mieux adaptée au monde du travail actuel. Si l'on veut, dans le cadre de l'initiative pour lutter contre la pénurie de personnel qualifié, pouvoir compter sur une participation plus forte des parents à la vie active, il ne suffit pas d'espérer seulement compter sur la bonne volonté de quelques cantons mais la Confédération doit aussi s'engager par des incitations ciblées pour une meilleure conciliation entre la vie familiale et professionnelle.

La commission compétente s'est cachée derrière l'argument fédéraliste - l'accueil extra-familial est l'affaire des cantons - et ne veut pas entrer en matière sur le projet. C'est une vision à très courte vue. Dans le monde du travail interconnecté dans lequel évoluent les parents aujourd'hui, on a besoin d'offres supportables financièrement pour les parents et fiables de la part des prestataires externes de places d'accueil. Cela ne va pas sans la Confédération qui aide les cantons à faire le saut. Sinon, c'est plutôt le hasard ou la chance qui permettront ou non aux parents de payer une bonne offre d'accueil, selon l'appartenance cantonale. Cela fait fi de notre époque, le monde du travail moderne n'étant plus limité par les barrières cantonales.

Certes, les coûts de l'accueil extra-familial en Suisse, corrigés de la parité du pouvoir d'achat, sont comparables avec ceux des pays voisins comme l'Allemagne, l'Autriche ou la France. Mais une grande partie de ces coûts en Suisse, contrairement aux pays voisins, sont transférés aux parents. Cela rend l'accueil extra-familial en Suisse extrêmement cher et signifie qu'un deuxième revenu n'en vaut plus guère la peine financièrement.

Il est décevant que les représentants du parti de la famille, le PDC, s'opposent à une meilleure conciliation entre la vie familiale et professionnelle de même que les milieux économiques qui parlent de l'initiative contre la pénurie de personnel qualifié et aimeraient profiter du potentiel de main-d'oeuvre croissant des parents. Travail.Suisse demande à ces milieux de réfléchir à plus long terme et d'investir dans une offre d'accueil extra-familial fiable et payable pour les parents. Travail.Suisse est convaincu qu'on a besoin à moyen terme d'un meilleur service public dans ce domaine. C'est pourquoi l'organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses demande que l'on transforme le financement d'impulsion actuel de la Confédération en une loi-cadre sur l'accueil extra-familial pour enfants.

Contact:

Matthias Kuert Killer, Leiter Sozialpolitik, Tel. 079 777 24 69

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100020454/100796188> abgerufen werden.